

FACE À LA MÉDIATISATION DES AFFAIRES DE CORRUPTION QUI GANGRÈNENT
LES GRANDS CHANTIERS PUBLICS

Le ministre de la Justice préfère le silence, la discrétion et moins de tapage !

Dans l'édition d'El Watan du 10 décembre 2009, la journaliste Salima Tlemçani a publié une série d'articles explosifs sous l'intitulé général «Les scandales du chantier de l'autoroute Est-Ouest/De hauts responsables, un colonel et... Falcon», articles non démentis à ce jour et qui contiennent nombre d'informations sur les pratiques de corruption qui gangrènent les grands chantiers publics, plus particulièrement le projet de l'autoroute Est-Ouest. Le gouvernement a réagi le même jour par l'intermédiaire de son ministre de la Justice qui — curieux hasard — s'est fait poser des questions lors d'une séance au Conseil de la nation (Sénat) : la réponse de ce ministre est un morceau d'anthologie : face aux nombreux scandales de corruption qui sont révélés par la presse, il préconise le silence, la discrétion et moins de tapage !

A une première question d'un sénateur sur le sort réservé aux affaires de corruption en Algérie, le ministre a répondu que «les investigations et l'action judiciaire dans des affaires de corruption exigent d'agir dans le silence et de faire preuve d'impartialité et de retenue» : visiblement, le ministre ne cachait pas son irritation suite à l'enquête publiée le même jour par *El Watan*. Journalistes, taisez-vous ! Ce qui risque d'annoncer de nouvelles repréailles les prochains jours de la machine judiciaire aux ordres de l'Exécutif contre la presse écrite qui ose encore divulguer des affaires de corruption, notamment celles où sont impliqués de hauts fonctionnaires proches du pouvoir. Toujours lors de la même séance au Conseil de la nation, le ministre de la Justice a oublié ses fonctions pour remettre sa robe d'avocat en déclarant qu'il fallait «préserver la dignité et la réputation du prévenu dans ce genre d'affaires et de respecter la présomption d'innocence». Et les «victimes» de la corruption, monsieur le ministre ? Ce dernier ira jusqu'à rassurer la représentation nationale en ajoutant que

«les institutions de l'Etat œuvraient au mieux en matière de lutte contre la corruption, que la discrétion qui entoure les affaires de corruption visait à éviter tout tapage pour permettre à la justice de suivre son cours dans le cadre de la loi». Mais alors que deviennent les grandes affaires de corruption pendantes depuis des années auprès de la Cour suprême où sont impliqués des ex-walis et des ministres ? Le ministre de la Justice s'est même permis de rappeler «la ferme et rigoureuse volonté politique du président de la République de lutter contre la corruption qui a des effets néfastes sur la société à qui il incombe de lui faire face». Est-ce que l'annonce le 28 octobre dernier par le chef de l'Etat de l'installation prochaine d'une «Commission nationale ad hoc» pour lutter contre la corruption est un signe de cette volonté politique ? Mais au-delà des faux discours ministériels, la commande publique est très largement éclaboussée par toutes sortes de pratiques de corruption impliquant de nombreux hauts fonctionnaires, le tout dans un climat d'impunité généralisée où sont étrangement épargnés leurs chefs hiérarchiques — ministres et walis. Cette main basse sur les gros contrats publics est une des résultantes de la «démocratisation» du gré à gré instaurée à plusieurs reprises par le Conseil des ministres présidé par le chef de l'Etat.

Les pratiques de corruption dans les marchés publics...

La passation et l'exécution des commandes publiques sont l'aboutissement de processus souvent longs qui donnent aux intervenants, à tous les stades de la procédure, de nombreuses opportunités de corrompre. Les pratiques malhonnêtes peuvent intervenir au cours des deux grandes phases du processus, lors de l'attribution puis de l'exécution du contrat. La phase de passation du marché donne lieu à des pratiques visant l'attribution illégitime du contrat ou sa «vente» au plus offrant. Au cours de l'exécution du contrat, les pratiques

ont pour objectifs le recouvrement des sommes dépensées pour «l'achat» du contrat, le détournement de fonds en complicité avec le contractant ou la simple extorsion lorsque le contractant n'est pas impliqué dans les pratiques malhonnêtes.

...Pendant la passation du marché...

Cette phase du processus se prête à de nombreuses pratiques malhonnêtes dont les plus courantes sont les suivantes : spécifications et lotissements orientés des prestations ; limitation de l'information ; non-diffusion de l'information au même moment à tous les concurrents ; création artificielle d'ambiance d'urgence pour éviter la mise en concurrence ; non-objectivité des critères de qualification ; dissimulation de critères de qualification ; formation d'ententes entre les fournisseurs ; effet de surprise dans le lancement des appels d'offres ; abus de la règle de l'entente directe ; fractionnement artificiel ; sur ou sous-évaluation de l'estimation ; non-respect de la confidentialité des offres avant leur dépouillement, etc. Et cette liste n'est pas exhaustive ! L'approche la plus directe consiste à s'arranger pour que le contrat soit attribué au soumissionnaire préféré par le biais de négociations directes sans mise en concurrence. Même dans le cas de procédures de passation avec mise en concurrence, il existe en règle générale des dérogations qui permettent de négocier de gré à gré (situations d'urgence, monopole). Lorsque les raisons qui sont invoquées pour éviter une mise en concurrence ne sont pas fondées, il faut soupçonner une manœuvre de dissimulation visant à couvrir des actes de corruption.

Même s'il y a mise en concurrence, il est toujours possible de favoriser un soumissionnaire. Il suffit par exemple de limiter la publication de l'appel d'offres à un journal peu lu pour restreindre le nombre des fournisseurs informés du marché, pratique très fréquente en Algérie et qui

réduit la concurrence et améliore les chances du candidat «favori».

...Manipulations du cahier des charges...

On peut aussi définir des critères de qualification de manière à ce que seul un petit nombre d'entreprises puissent y satisfaire. Il est possible par exemple d'utiliser des noms de marques ou de spécifier le modèle d'équipement par des dimensions, des performances spécifiques ou des caractéristiques mineures que seul le fournisseur préféré peut satisfaire. La violation du principe de confidentialité, condition essentielle de l'intégrité du processus, est également une pratique possible, surtout lorsque les candidats ne sont pas autorisés à assister à l'ouverture des plis.

La procédure d'évaluation offre également beaucoup de possibilités de favoriser un soumissionnaire. Les personnes responsables de l'évaluation et de la comparaison des offres sont en mesure d'introduire de nouveaux critères ou de les appliquer subjectivement pour obtenir le résultat désiré. Cette pratique est rendue particulièrement aisée par un dossier de consultation délibérément vague et obscur quant aux critères à satisfaire et à la manière de les appliquer. Ces techniques ne sont qu'un bref aperçu des possibilités de manipulation des procédures de passation des marchés publics.

Les acheteurs ne sont pas les seuls coupables. Ils sont très souvent manipulés par les fournisseurs, même s'ils ne résistent pas toujours avec beaucoup d'énergie. Pis encore, il arrive que les fournisseurs se mettent d'accord entre eux pour décider de l'issue de l'appel d'offres et établir leurs prix en conséquence. Cette pratique, connue sous le nom d'entente sur appel d'offres, garantit une compensation pécuniaire aux perdants. Cette manœuvre s'effectue à l'insu de l'acheteur et souvent sans éveiller ses soupçons, à condition qu'elle ne se reproduise pas trop souvent et soit accomplie avec habileté. Mais, dans tous les cas, elle reste difficile à prouver et à sanctionner.

...Pendant l'exécution du marché et à la réception

Il existe également à ce stade du processus de nombreuses pratiques douteuses dont les plus courantes sont les suivantes : le non-respect des normes de qualité et des spécifications du marché ; le non-respect des délais ; la surfacturation ; la facturation de prestations fictives ; le retard ou l'anticipation des règlements ; l'abus de la pratique des avenants, etc.

L'attribution d'un marché public selon les règles, au terme d'un processus transparent, ne garantit pas qu'il soit exempt de tout acte de corruption pendant son exécution. Mais il est clair que lorsque les vendeurs ont payé des pots-de-vin ou proposé des prix très bas durant l'appel d'offres, afin de se voir attribuer le marché, leurs chances de compenser leurs pertes se situent précisément durant son exécution, en ayant recours à des pratiques frauduleuses. Au cours de la phase d'exécution, l'acheteur comme le vendeur peuvent prendre l'initiative de corrompre. Mais pour que la corruption ait lieu, il faut le consentement de l'autre partie, sa négligence dans l'exécution de ses obligations ou sa complicité, voire sa collaboration active.

Les fournisseurs sans scrupules peuvent substituer des produits ou des prestations de qualité inférieure à celle exigée ou prévue dans leur offre. Ils peuvent également falsifier les quantités de biens livrés ou de services rendus, lorsqu'ils soumettent leurs demandes de paiement et soudoyer les personnes chargées de contrôler l'exécution du marché. Il est important de noter que la corruption pendant cette phase ne suppose pas automatiquement la complicité «volontaire» du fournisseur. Celui-ci peut être soumis à des pratiques d'extorsion par le retardement de ses paiements ou la contestation de la réception des travaux pour des motifs infondés, etc.

Il est à craindre que ces pratiques généralisées de corruption dans les grands marchés publics ne se poursuivent dans la gestion du nouveau programme de chantiers publics dont le budget dégagé est de 150 milliards de dollars pour les 5 prochaines années.

Djilali Hadjadj

LA CHINE GAGNE POUR LA PREMIÈRE FOIS UN CONTRAT D'INFRASTRUCTURES EN EUROPE Construction d'une autoroute en Pologne

La Chine fait son entrée sur le marché européen des infrastructures. Pékin a remporté des contrats pour la construction de deux tronçons d'autoroute en Pologne, a indiqué, vendredi 11 décembre, le porte-parole de la Direction des routes nationales et des autoroutes, la société publique polonaise qui a choisi le groupe chinois. D'ici à 2012, le groupe China Overseas Engineering Group (Coveg) réalisera 49,2 km de l'importante autoroute A2, qui relie Berlin à Varsovie. Il s'agit du premier appel d'offres gagné en Pologne dans les infrastructures par une société chinoise, et même d'une grande première dans ce secteur en Union européenne. «La présence de sociétés chinoises a un effet positif sur le niveau des prix des offres», se félicite un responsable du ministère polonais des Infrastructures. La Chine a offert des prix inférieurs à ceux de la concurrence européenne. Coveg a proposé de construire 29,2 km pour 182 millions d'euros, un coût bien inférieur au devis de l'investisseur : près de 400 millions d'euros !

Les différentes formes de corruption dans la commande publique

La diversité des formes de corruption dans la passation des marchés publics s'accompagne de formes diverses de rémunération de l'acte de corruption. Versement de commissions pécuniaires : ce versement peut être effectué, soit directement par le bénéficiaire du marché, soit par l'un de ses sous-traitants, son représentant local ou tout autre intermédiaire.

Cadeaux et avantages en nature : bien que les cadeaux et autres avantages en nature puissent parfois être assimilés à des formes d'hospitalité, ils constituent, dans tous les cas, une manière de rétribuer des services rendus ou de s'assurer de la collaboration pour des services futurs.

Pantouflage : cette pratique — très répandue en Algérie —, consiste en la migration d'un fon-

ctionnaire du secteur public au privé. Malgré les avantages que certains attribuent à cette pratique en matière de transmission de savoir, elle peut constituer une forme de corruption qu'il faut réglementer, voire interdire. Détournement de biens : outre l'acceptation de pots-de-vin et la renonciation à faire respecter les obligations contractuelles en matière de qualité et de performance, les acheteurs peuvent détourner les biens ou les services fournis pour leur usage personnel ou pour les revendre. Il s'agit dans ce cas d'un acte de corruption doublé d'un acte de vol qualifié.

Les commissions versées à un intermédiaire local. Elles constituent la meilleure couverture en matière de corruption lors du lancement des avis d'appels d'offres internationaux. C'est à cet agent

qu'il incombe d'obtenir le marché et il reçoit des fonds en montant suffisant pour atteindre ce résultat sans que l'entreprise en sache plus qu'elle ne doit sur les détails de la transaction.

La distance géographique qui sépare cette société des lieux de corruption peut permettre à celle-ci d'exprimer son étonnement, voire de s'indigner et de prétendre à l'innocence si ces faits sont découverts. En outre, l'agent local peut, grâce à ce dispositif, s'attribuer la partie non versée des commissions destinées en principe à ceux qui interviennent dans la décision. Il est clair que si les commissions des agents locaux étaient versées de façon transparente, l'incidence sur ce type de corruption serait considérablement réduite.

D. H.